

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

portant modification des prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société Provence Granulats, situées le territoire de la commune du Cannet-des-Maures, lieu-dit « Le Défens d'Embuis »

Le préfet du Var

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le Code minier ;

Vu le décret du Président de la République du 15 mai 2025 nommant M. Simon BABRE préfet du Var ;

Vu le décret du Président de la République du 15 avril 2022 nommant M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var, sous-préfet de l'arrondissement de Toulon ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2025/12/ MCI du 2 juin 2025, portant délégation de signature à M. Lucien GIUDICELLI, secrétaire général de la préfecture du Var ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières, modifié par l'arrêté ministériel du 5 mai 2010 et l'arrêté ministériel du 22 octobre 2018 ;

Vu la circulaire du 9 mai 2012 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières et au stockage des déchets de l'industrie des carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2017 portant renouvellement, avec extension, de l'autorisation d'exploiter par la société Provence Granulats, une carrière de roches calcaires massives ainsi que des installations de concassage-criblage de matériaux situées au lieu-dit « Le Défens d'Embuis », au Cannet-des-Maures ;

Vu l'arrêté complémentaire du 9 juin 2020 fixant les dispositions réglementaires pour la création et l'exploitation d'une centrale béton, exploitée par la société Provence Granulats, sur le périmètre d'autorisation de la carrière du Défens d'Embuis, au Cannet-des-Maures ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juillet 2023 portant modification des prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, exploitées par la société Provence Granulats, situées sur le territoire de la commune du Cannet-des-Maures ;

Vu le dossier de porter à connaissance transmis au préfet du Var par courrier du 23 janvier 2025 en application de l'article R.181-46 du code de l'environnement, concernant des modifications des conditions d'exploitation de son site situé au lieu-dit « Le Défens d'Embuis » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 2 mars 2026 ;

Vu le projet d'arrêté complémentaire porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 11 mars 2026 permettant de formuler des observations éventuelles sur le projet ;

Vu l'absence d'observation sur le projet d'arrêté, formulée par l'exploitant par courriel du 24 mars 2026 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du Code de l'environnement ;

Considérant, au regard de l'absence d'enjeux majeurs de ce dossier et conformément à l'article R181-45 du Code de l'environnement, qu'il n'y a pas lieu de consulter la commission départementale de la nature, des paysages et des sites « formation spécialisée carrières » ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires applicables à l'exploitation de la carrière et des installations de traitement de matériaux sise lieu-dit « Le Défens d'Embuis », déjà encadrée par les arrêtés préfectoraux du 6 décembre 2017 et du 19 juillet 2023 ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Var ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Dispositions générales

Les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société Provence Granulats, dont le siège social est situé au lieu-dit « Le Défens d'Embuis », au Cannet-des-Maures (83340), pour ses installations situées à la même adresse, sont complétées et modifiées par les dispositions ci-après.

Article 2 : Nature et localisation des installations

- **2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

Les dispositions ci-dessous de l'article 2 de l'arrêté du 19 juillet 2023 restent inchangées.

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature des installations et volume d'activité	Rég.
2510.1	Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées au 5 et 6.	Production maximum : 650 000 tonnes, correspondant à environ 260 000 m ³ Production totale autorisée sur 25 ans : 14 105 950 t soit environ 5 650 000 m ³ Périmètre autorisé : 56,10 ha Périmètre d'extraction : 37,20 ha dont 18 ha 20 a au niveau de l'extension	A
2515-1-a	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation, à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : a) supérieure à 550 kW	Puissance installée : 1700 kW	E
2517-1	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques, la superficie de l'aire de transit étant : 1. Supérieure à 10 000 m²	55 000 m ² dédiés aux apports externes (destinés au traitement)	E
2518-b	Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522. La capacité de malaxage étant : b) inférieure ou égale à 3 m³	2 m ³	D

A : Autorisation, E : Enregistrement, D : Déclaration

• 2.2 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature IOTA

Le présent arrêté vaut autorisation au titre de la loi sur l'eau.

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 19 juillet 2023 sont abrogées et remplacées par celles du tableau de classement ci-dessous :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Nature des installations et volume d'activité	Rég.
11.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2. Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	Prélèvement maximal de : 55 000 m ³ /an au moyen de deux forages : • BSS 004QAWR • BSS004QAWV	D

Article 3 : Situation de l'établissement

Les parcelles visées à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2017 restent inchangées :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Le Cannet-des-Maures	C 593 (251000 m ²) C 592 (687379 m ²)	Le Défens d'Embuis

Article 4 : Conformité des installations au dossier de l'exploitant

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 23 janvier 2025.

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des actes préfectoraux antérieurs. L'installation reste soumise aux règles de procédures de l'autorisation.

Article 5 : Remise en état

Les dispositions du 5^{ème} alinéa de l'article 5.12 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2017 sont modifiées par les dispositions suivantes :

- Remodelage du site selon l'étude paysagère présentée dans le dossier du 23 janvier 2025 susvisé ;
- Remblaiement jusqu'à la cote 155 m au sud-est du site en trois paliers successifs de 135, 145 et 155 m NGF.

Les dispositions du 2^{ème} alinéa de l'article 5.13 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2017 sont modifiées par les dispositions suivantes :

- Les apports extérieurs représentent un volume d'environ 3 382 000 m³ sur un volume résiduel total de vide à combler estimé à 6 986 000 m³.

Article 6 : Conduite de l'exploitation

Les dispositions de l'article 5.8 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2017 sont modifiées par les suivantes :

- L'exploitation du site est conduite à sec selon le schéma de phasage annexé à l'arrêté préfectoral complémentaire du 19 juillet 2023 excepté la phase quinquennale n° 3 (figure 12 bis) ;
- L'exploitation de la phase quinquennale n°3 est conduite selon les dispositions présentées dans le dossier du 23 janvier 2025.

Les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023 sont complétées par les dispositions suivantes :

- L'ouverture des fronts de taille est simultanée entre les niveaux 90 m NGF et 180 m NGF ;
- La mise en place progressive des risbermes aux cotes 135, 145 et 155 m NGF est conforme au plan de réaménagement final figurant en annexe 1 du présent arrêté.

Article 7 : Plan et annexes

Les dispositions du dernier alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023 sont modifiés par les dispositions suivantes :

- La figure 12 bis de l'annexe 4 correspondant à la troisième phase quinquennale est remplacée par les figures n° 1 et 2 de l'annexe 2 du présent arrêté ;
- Les plans figurant en annexe 7 et 8 sont remplacées par les plans et figures figurant dans le dossier du 23 janvier 2025.

Article 8 : Prélèvements en nappe

Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2017 sont remplacées par les dispositions visées à l'article 2.2 du présent arrêté.

Article 9 : Garanties financières

Le tableau figurant à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19 juillet 2023 est remplacé par le tableau suivant :

Période considérée	Montant de la garantie financière en euros (TTC) L'indice TP01 de référence ayant servi au calcul de ces montants est l'indice TP01 = 130,1 – août 2024
Période quinquennale (2022-2027)	689 710
Période quinquennale (2027-2032)	612 591
Période quinquennale (2032-2037)	745 973
Période quinquennale (2037-2042)	671 913

Article 10 : Notification et mesures de publicité

Le présent arrêté sera notifié à la société Provence Granulats, dont le siège social est situé Quartier le Défend d'Embuis, (83340) Le Cannet des Maures, et devra être tenu, dans l'établissement, à disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée en mairie du Cannet-des-Maures et peut y être consultée ;
- L'arrêté est affiché à la mairie du Cannet-des-Maures pendant une durée minimum d'un mois ;
- Procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire du Cannet-des-Maures ;
- L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans le département du Var, pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 11 : Voies de recours

La présente décision sera notifiée à l'exploitant ; elle est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Toulon :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Un recours gracieux ou hiérarchique est possible dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais indiqués ci-dessus.

Le recours contentieux ou administratif de tiers intéressés à l'encontre du présent arrêté doit intervenir dans les conditions fixées à l'article R181-51 du code de l'environnement, et faire, à peine d'irrecevabilité, l'objet d'une notification auprès de l'auteur de la décision et de son bénéficiaire.

Dans le cas où un recours contentieux serait engagé devant le tribunal administratif de Toulon, il intervient par un dépôt de requête, soit auprès de l'accueil de la juridiction, soit par courrier, soit par télécopie ou au moyen de l'application informatique "Télerecours citoyen" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 12 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Var, le maire du Cannet-des-Maures et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la sous-préfète de Brignoles.

Fait à Toulon, le **27 MARS 2026**

Annexes :

- Annexe 1 : Figures n° 1 et 2 / troisième phase quinquennale
- Annexe 2 : Plans 7 et 8 figurant dans le dossier du 23/01/2025

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général

LUCIEN GIUDICELLI

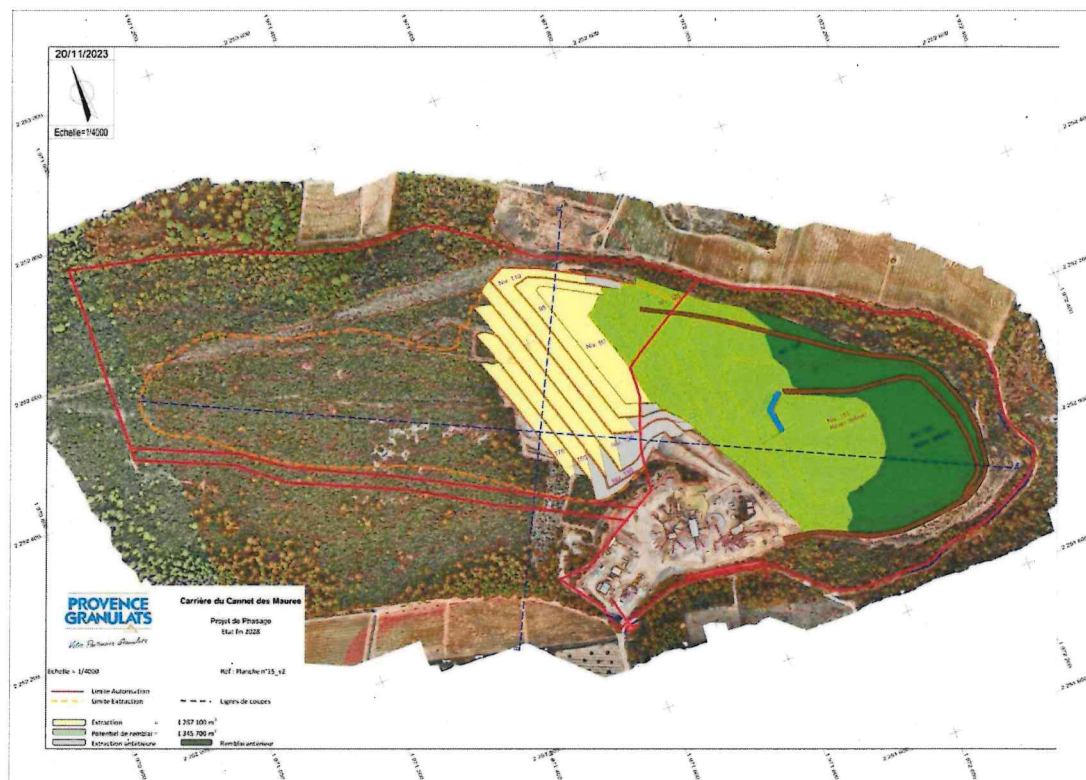
Annexe 1 - Provence Granulats – Installations du Défens d'Embuis

Plan de réaménagement final

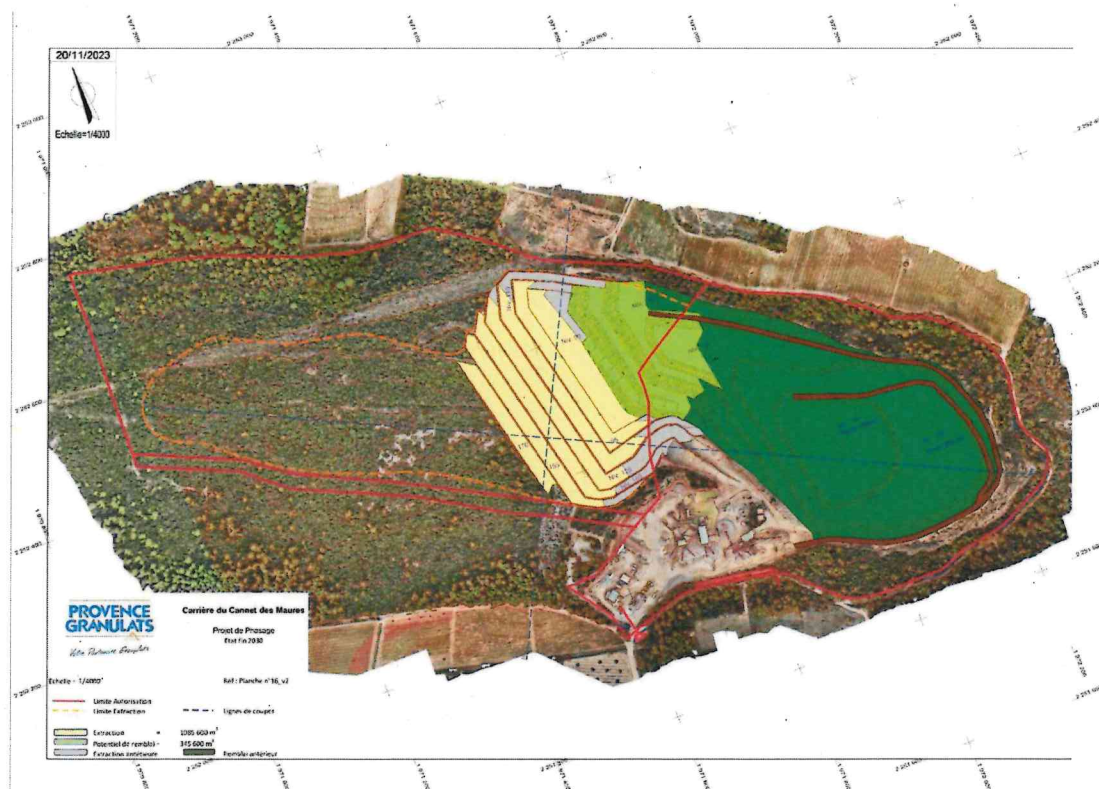


Annexe 2- Provence Granulats – Installations du Défens d'Embuïs

Exploitation du site en phase quinquennale 3



Troisième phase quinquennale (2027 – 2032) – état à 2028



Troisième phase quinquennale (2027-2032) – état à 2030